

Ecrit par le 14 février 2026

Pour les Provençaux la voiture est devenue un luxe dont ils ne peuvent se passer



Selon la dernière étude de [l'assurance en ligne Leocare](#), près de 8 habitants sur 10 de Provence-Alpes-Côte d'Azur estiment que la voiture est devenue un bien de luxe. Un luxe dont une très grande majorité ne peut absolument pas se passer.

79% des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur estiment que la voiture est devenue un luxe. Dans le même temps, 69% la jugent indispensable, et 58% déclarent ne pas pouvoir s'en passer au quotidien. Une contradiction apparente, qui cache une vérité plus profonde : cette dépendance n'est pas d'ordre affectif, mais vitale.

Un mode de transport vital

Ainsi pour 52%, la voiture reste le mode de transport le plus vital ; et pour 38%, il n'existe tout simplement aucune alternative crédible. Impossible d'y renoncer pour aller travailler, faire ses courses, chercher ses enfants ou se rendre à un rendez-vous médical.

Ce paradoxe d'une voiture à la fois jugée financièrement inaccessible et ressentie comme essentielle au quotidien ne relève pas d'un simple déséquilibre économique. Il révèle une fragilité systémique : celle d'un pays qui repose sur la mobilité... sans en garantir l'accès.

Ecrit par le 14 février 2026

Un renoncement subi, et non choisi

Loin d'un désintérêt volontaire, l'étude révèle que les habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur renoncent par nécessité. 46% d'entre eux ont déjà renoncé à acheter ou remplacer un véhicule faute de moyens. Ce chiffre témoigne d'une tension budgétaire forte, dans un contexte où l'automobile reste perçue comme indispensable à la vie quotidienne.

Parmi les dépenses les plus lourdes :

1. Entretien / réparation : 28%
2. Carburant : 32%
3. Achat / financement : 23%
4. Assurance : 14%
5. Stationnement / péage : 4%

Ainsi, un objet autrefois symbole de liberté et de réussite sociale est devenu un facteur d'endettement contraint pour des millions de foyers.

Une liberté sous crédit : une auto coûte un à trois mois de salaire par an

Un véhicule n'est pas simplement cher à l'achat. 56% des répondants indiquent que leur auto représente entre 5 et 20% de leurs dépenses mensuelles, une part qui a augmenté au fil des années pour 58 % d'entre eux. Le revenu médian français étant d'environ 2 000€, une voiture engloutit donc près d'un à trois mois de salaire chaque année.

Les coûts sont même aujourd'hui tels que près d'1 conducteur sur 5 (15%) a déjà dû contracter un crédit pour faire face à une réparation. La voiture n'est donc plus seulement un investissement ponctuel. C'est une ligne de dépense pesante, fixe, étirée dans le temps.

L'assurance automobile comme marqueur de précarité

Dans ce contexte, l'assurance apparaît comme le seul poste ajustable. 39% des assurés ont déjà réduit leurs garanties, 7% ont renoncé à leur couverture, 16% y songent.

Ce renoncement n'est plus marginal : c'est un marqueur de précarité. Il s'accompagne d'un décalage entre prix perçu et prix payé. 53% jugent qu'une assurance raisonnable se situe entre 41 et 60€/mois. Or, 32% paient plus de 60€, dont 11% plus de 80€.

Le renoncement à l'assurance prend les traits d'un phénomène social émergent, à l'image de ce qui s'est produit sur la santé ou l'énergie : on s'exclut d'un droit que l'on ne peut tout simplement plus payer.

« Ce désalignement entre la norme perçue et la réalité vécue n'a rien d'anodin, constate [Christophe Dandois](#), co-fondateur de Leocare.. Il traduit une tension croissante entre ce que les assurés considèrent comme juste... et ce qui est nécessaire pour leur couverture chaque mois. C'est la définition même d'un choc de défiance. Y répondre, c'est remettre l'assuré au centre du contrat, restaurer l'équité perçue dans la relation et proposer des offres ajustées, au bon prix. C'est le défi de l'assurance pour la prochaine décennie pour conserver l'équilibre entre protection et budget. »

Ecrit par le 14 février 2026

Des Français sans alternative crédible

Loin d'un choix de confort, le recours à la voiture individuelle est souvent une absence de choix. Si 38% des sondés évoquent les transports en commun et 30% des mobilités douces comme le vélo ou la trottinette, 38% déclarent n'avoir aucune alternative crédible à disposition.

« L'automobile ne sera pas moins utile demain, elle sera simplement moins accessible. »

Garantir l'accès à la mobilité, un enjeu à venir

L'étude révèle une tension qui ne cesse de monter : celle d'un accès à la voiture qui ne disparaît pas, mais qui s'efface peu à peu derrière des barrières économiques. 58% des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur ne s'imaginent pas vivre sans véhicule personnel d'ici cinq ans.

Ce sentiment est renforcé par une défiance croissante envers les politiques publiques. Un peu plus d'un tiers des sondés de Provence-Alpes-Côte d'Azur (28%) les jugent trop centrées sur l'électrique (et donc financièrement inaccessible), et 27% estiment qu'elles ne prennent pas suffisamment en compte les réalités de pouvoir d'achat. Derrière ces chiffres, un constat s'impose : l'automobile ne sera pas moins utile demain, elle sera simplement moins accessible.

« Le filtre, aujourd'hui, ce n'est plus seulement le prix. C'est le basculement d'un droit d'usage universel vers un accès sous conditions. Restaurer la confiance, c'est repenser ce contrat implicite : remettre chacun en capacité d'avoir des alternatives, d'accéder, de se déplacer, de se protéger. Ces chiffres ne disent pas qu'il est trop tard. Ils disent qu'il est temps de se (re)mobiliser. » conclut Christophe Dandois.

L.G.

Cambriolage : le Vaucluse reste un des départements les plus touchés de France

Ecrit par le 14 février 2026



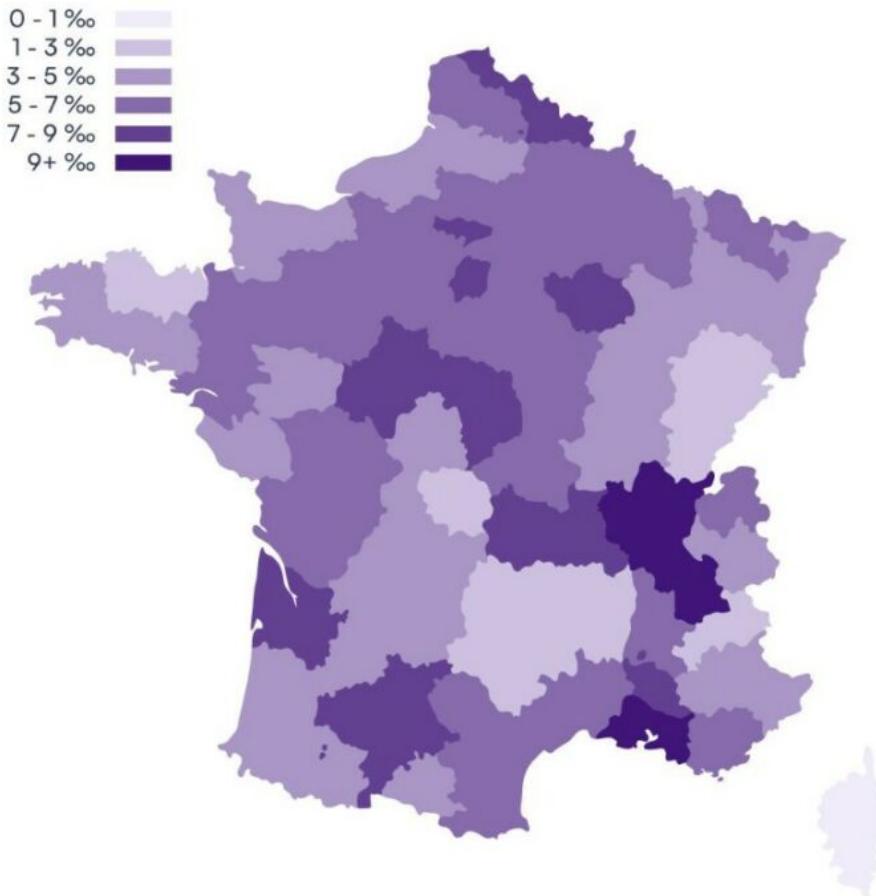
A l'approche des vacances d'été, période particulièrement propice aux intrusions, [l'assurance en ligne Leocare](#) a réalisé une étude sur l'évolution des cambriolages en France. Le Vaucluse apparaît en 7^e position des départements les plus touchés dans ce classement où les Bouches-du-Rhône arrivent en tête.

En 2024, plus de 218 700 logements ont été cambriolés, soit un toutes les 2 minutes et 24 secondes. Si les grandes agglomérations restent touchées, ce sont désormais les zones rurales qui subissent de plein fouet ce fléau, avec une nette intensification du phénomène. Cette mutation s'explique par des méthodes d'intrusion de plus en plus élaborées et l'action de réseaux criminels parfaitement organisés, capables d'opérer avec efficacité et discrétion.

Un phénomène en pleine mutation

En 2024, le nombre de cambriolages a augmenté de 3% par rapport à 2023, avec une évolution marquante vers les zones rurales, où certains départements comme la Corrèze, la Mayenne ou l'Ille-et-Vilaine enregistrent des hausses records dépassant les 40%. Les cambrioleurs opèrent majoritairement la nuit (50,3% des cas), mais restent actifs aussi l'après-midi (30,2%) et dans une moindre mesure le matin (19,3%). Les périodes les plus propices restent les vacances scolaires, l'été et les fêtes de fin d'année.

Ecrit par le 14 février 2026



Taux de cambriolage pour 1 000 habitants en 2024. Crédit : Leocare

« Le cambriolage se modernise, se déplace, et devient plus intelligent. »

Christophe Dandois, co-fondateur de Leocare

En parallèle, les techniques employées se complexifient (voir les 2 tableaux en fin d'article). Si l'effraction classique - via porte, fenêtre ou garage - demeure fréquente, une recrudescence d'intrusions sans effraction, facilitées par des portes mal fermées ou des clés détournées est de plus en plus observée. Les voleurs utilisent également des méthodes discrètes comme le crochetage ou le 'bumping', qui ne laissent aucune trace visible.

Des moyens de plus en plus sophistiqués

À cela s'ajoutent des moyens technologiques avancés tels que les brouilleurs d'ondes, capables de

Ecrit par le 14 février 2026

neutraliser les systèmes d'alarme, ou le piratage des caméras connectées. Certains usurpent même l'identité de professionnels (agents EDF, livreurs...) pour s'introduire dans les logements. Le repérage est souvent minutieux : observations des habitudes, marquages discrets, voire survols par drone. Ces méthodes, de plus en plus sophistiquées, témoignent d'une organisation structurée et d'une connaissance fine des dispositifs de sécurité. Les malfaiteurs n'hésitent plus à investir du temps et des ressources pour cibler précisément les lieux à cambrioler.

Le Vaucluse dans le top 10 des départements les plus touchés

Comme en 2022, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse font partie des départements comptant le plus grand nombre de cambriolages. Point positif cependant, en Vaucluse leur nombre est en régression de -8,3% en 2024.

L'étude de Leocare met ainsi en lumière les départements les plus touchés par les cambriolages en 2024, révélant des taux particulièrement élevés d'infractions par habitant.

Rang	Département	Pour mille habitants
1	Bouches-du-Rhône	9,4 %
2	Isère	9,1 %
3	Gironde	8,7 %
4	Rhône	8,6 %
5	Ain	8,5 %
6	Haute-Garonne	8,3 %
7	Vaucluse	8,1 %
8	Cher	8 %
9	Seine-Saint-Denis	7,8 %
10	Indre-et-Loire	7,5 %

Taux de cambriolage pour 1 000 habitants en 2024. Crédit : Leocare

En tête du classement, les Bouches-du-Rhône enregistrent un taux de 9,4 cambriolages pour 1 000 habitants, juste devant l'Isère (9,1%) et la Gironde (8,7%). D'autres départements très urbanisés ou à forte densité de population suivent de près : le Rhône (8,6%), l'Ain (8,5%) puis la Haute-Garonne avec 8,3 cambriolages pour 1 000 habitants. Les départements du Vaucluse et de l'Indre-et-Loire complètent ce top 10, illustrant une réalité désormais bien ancrée : le risque de cambriolage ne se limite plus à quelques zones sensibles, mais s'étend à une grande diversité de territoires, ruraux comme urbains.

« Les chiffres sont là, et ils parlent d'eux-mêmes : le cambriolage se modernise, se déplace, et devient plus intelligent, constate Christophe Dandois, co-fondateur de Leocare. Nous ne sommes plus dans une logique de casse à l'ancienne, mais face à des intrusions ingénieuses, souvent indétectables, qui exploitent nos routines, nos absences et parfois nos propres objets connectés. Protéger son logement aujourd'hui, ce n'est pas seulement poser une serrure ou une alarme : c'est anticiper, surveiller, et

Ecrit par le 14 février 2026

partager les bonnes pratiques à l'échelle du quartier. Chez Leocare, nous pensons que la sécurité de demain repose autant sur la technologie que sur la solidarité locale. »

L.G.

Méthodes classiques

Effraction classique

Forçage de porte, fenêtre ou garage à l'aide d'outils (pied-de-biche, masse...). Bruyant mais encore courant.

Intrusion sans effraction

Entrée par une porte ou fenêtre mal fermée, ou avec une clé volée/copiée/cachée. Aucune trace visible.

Crochetage

Ouverture de la serrure sans l'abîmer grâce à des outils spécifiques. Silencieux et indéetectable.

Ecrit par le 14 février 2026

Nouvelles méthodes

Bumping	Utilisation d'une fausse clé frappée dans la serrure pour déverrouiller sans laisser de trace.
Brouilleur d'ondes	Neutralisation des alarmes et capteurs sans fil en bloquant leur signal.
Usurpation d'identité	Faux agents ou livreurs entrant sous prétexte professionnel pour repérer ou tester les lieux.
Usage de drones	Surveillance du quartier, observation des habitudes, signes discrets sur les façades par l'utilisation de drones.
Piratage de caméras	Prise de contrôle à distance de caméras connectées mal sécurisées pour surveiller les lieux en direct.
Bandes organisées	Groupes mobiles et structurés, avec rôles bien définis, agissant rapidement sur plusieurs cibles.
Technique de la feuille blanche	Technique qui consiste à glisser une feuille ou un prospectus dans l'encoignure de la porte d'un logement. Si le papier n'est pas déplacé pendant plusieurs jours, cela indique aux cambrioleurs que le domicile est probablement inoccupé.

55% des habitants de PACA ignorent que l'assurance scolaire intègre un

Ecrit par le 14 février 2026

accompagnement en cas de harcèlement



Après les heures passées à tenter de dénicher le cartable idéal et à remplir les fiches de renseignements, c'est l'autre pensum de la rentrée : choisir une assurance scolaire ! Entre les garanties obligatoires et facultatives, ce produit d'assurance généralement indispensable est un casse-tête pour de nombreux parents, et ce, d'autant plus qu'il est largement méconnu et se prête à de nombreuses idées reçues. Tel est l'enseignement de la nouvelle étude menée par [Leocare](#), première néo-assurance multiservices 100 % mobile, en partenariat avec [Poll&Roll](#).

L'assurance scolaire, ce produit totalement inconnu de 24% des Pacaïens

C'est un rituel quasi immuable de la rentrée. Dès la première semaine, les établissements vont demander aux parents de leur fournir une attestation d'assurance scolaire pour leur enfant. Généralement facultatif pour les activités obligatoires, c'est-à-dire celles inscrites dans l'emploi du temps prévu de l'élève, mais

Ecrit par le 14 février 2026

requis pour les animations annexes (classes de découverte, voyages scolaires, ateliers, études surveillées, etc.) et la cantine, ce sésame est de fait quasi indispensable : seuls 10% des élèves n'en ont pas besoin.

Et pourtant ! 12% des Pacaïens pensent que l'assurance scolaire n'est pas vraiment, voire aucunement, obligatoire. En cause ? Un manque de communication et d'informations claires sur le sujet : 55% des répondants ignorent le rôle de l'assurance scolaire.

La chose est d'autant plus dommageable que l'assurance scolaire est un produit essentiel, auquel près d'un tiers des parents (26%) ont déjà eu recours, dont 13% à plusieurs reprises. En revanche, 11% des Pacaïens déclarent n'avoir jamais souscrit, à tort ou à raison, la moindre assurance scolaire.

Plus de la moitié des parents l'ignorent, et pourtant : le harcèlement scolaire est désormais pris en charge par les assureurs

L'assurance scolaire étant peu connue, les Pacaïens en ont souvent une perception réduite. 87% estiment qu'elle permet avant tout de couvrir des dégâts matériels, 85% des frais médicaux pour blessure et 61% un vol de matériel. En revanche, seuls 45% savent qu'elle intègre aussi un accompagnement en cas de harcèlement scolaire. Or, le harcèlement scolaire est un véritable fléau qui impacte toujours plus de jeunes : 1 collégien ou lycéen sur 5 en est aujourd'hui victime en France. Et plus la prise en charge de l'enfant est tardive, plus les conséquences sont graves.

Interrogés sur cette question, les parents attendent notamment des assurances scolaires un dispositif de prise en charge psychologique (78%), une assistance juridique (71%), une indemnisation des dommages (60%), de la prévention et davantage de sensibilisation (56%), ou encore une protection contre les atteintes à la réputation en ligne (59%).

« Encore aujourd'hui, l'assurance scolaire reste méconnue, ainsi que les garanties proposées. Et pourtant ! Et pourtant, il y a fort à parier que l'assurance scolaire sera obligatoire au moins une fois au cours de la scolarité d'un enfant. En outre, elle intègre des dispositifs et services d'accompagnement en cas de harcèlement scolaire, et notamment de cyberviolences, qui affectent aujourd'hui un collégien ou lycéen sur cinq. Usurpation d'identité, attaques gratuites, utilisation de photos sans consentement, revenge porn... Face à la multiplication des violences, les assureurs proposent désormais des prises en charge dédiées dans le cadre de l'assurance scolaire. D'où l'importance de bien connaître cette protection du quotidien, et de procéder à un comparatif des contrats et des assureurs », explique [Christophe Dandois](#), cofondateur de Leocare.

Ecrit par le 14 février 2026

6 habitants du Sud-Est sur 10 craignent d'être cambriolés cet été



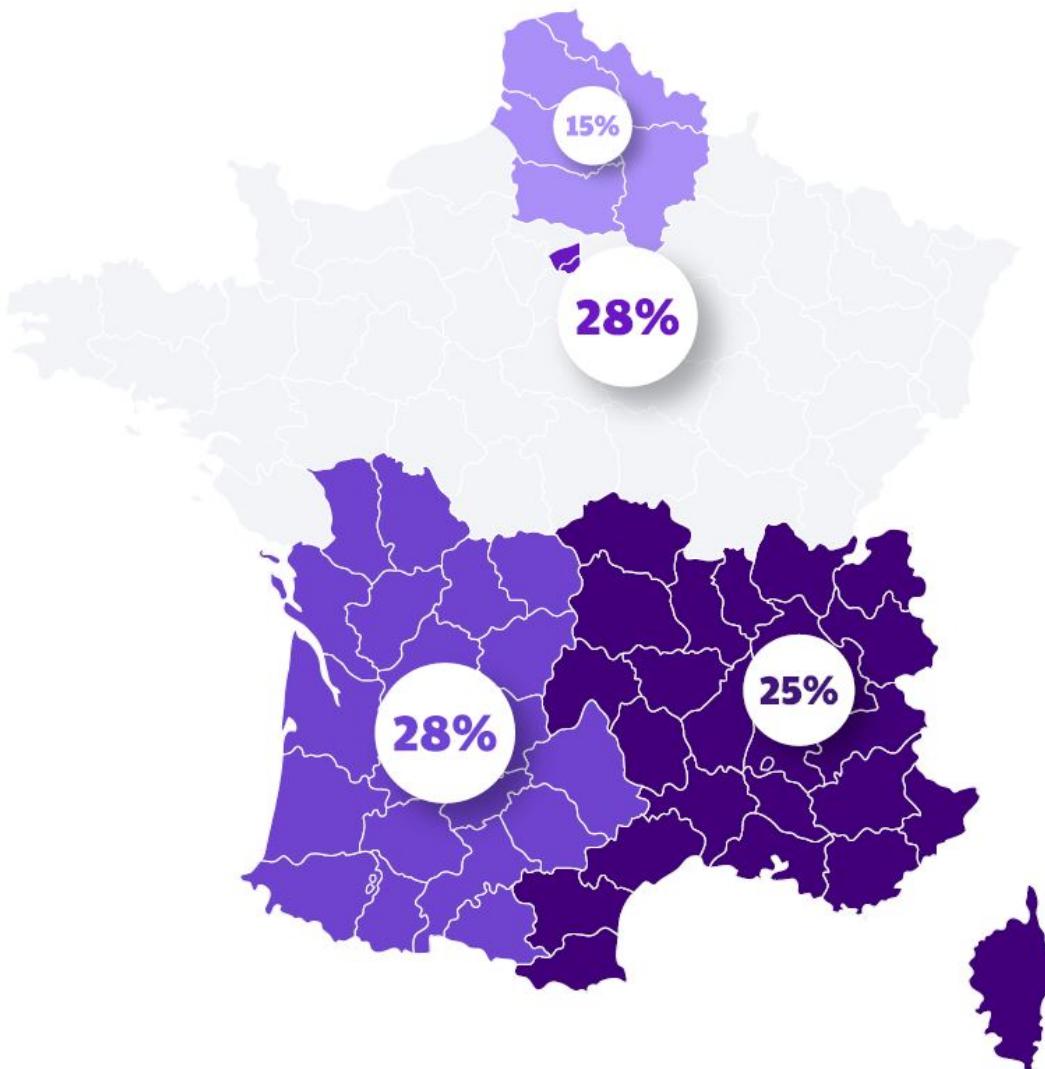
Pas de trêve estivale pour les cambrioleurs, bien au contraire. Plus d'un quart des cambriolages ont lieu en juillet et août, quand les logements sont désertés pour les vacances. A l'heure des grands départs, [Leocare](#), en partenariat avec [Poll&Roll](#), a interrogé les habitants du Sud-Est sur leur expérience des cambriolages et leur crainte d'en être victimes au moment de laisser leur habitation vide pour quelques jours ou semaines de villégiature.

1 habitant du Sud-Est sur 5 a déjà été cambriolé

En France, un cambriolage a lieu toutes les deux minutes, selon l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). 25% des habitants du Sud-Est ont déjà été cambriolés, dont 6% à plusieurs reprises, selon l'étude menée par [Leocare](#).

Néanmoins, toutes les régions ne sont pas égales face au risque de cambriolage. En chiffres bruts, c'est Paris qui est la plus affectée (28%), devant [le Sud](#) (26%), en particulier le Sud-Ouest (28%) et le Sud-Est (25%). Le Nord semble, à l'inverse, plus épargné (15%).

Ecrit par le 14 février 2026



Les régions les plus affectées par les cambriolages © Leocare en partenariat avec Poll&Roll

Les personnes âgées sont également davantage touchées : 38% des habitants du Sud-Est âgés de plus de 66 ans ont déjà vécu un cambriolage, dont 14% à plusieurs reprises.

Manque de protection des habitations

Autre enseignement du sondage, les habitants du Sud-Est investissent peu dans les dispositifs de protection de leur habitation. 73% des victimes indiquent en effet que leur logement n'était pas équipé d'un quelconque système de sécurité avant leur cambriolage.

« Entre deux dépenses, l'une plaisir, l'autre contrainte, on opte généralement pour la première. Or, de toute évidence, un vitrage de sécurité et des serrures blindées ne sont pas des achats plaisir... La plupart des propriétaires ont donc tendance à s'équiper une fois qu'ils ont été victimes d'un cambriolage et non

Ecrit par le 14 février 2026

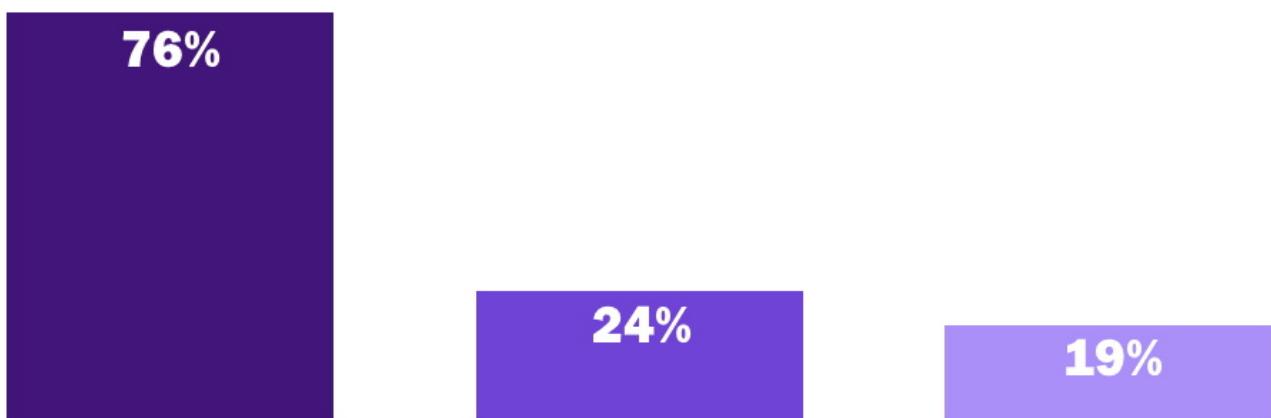
avant », explique Christophe Dandois CEO et co-fondateur de Leocare.

[Lire également - « Prévention des cambriolages : les conseils de la gendarmerie de Vaucluse »](#)

Cambriolages : la grande peur de l'été

Le manque de protection contre les intrusions est d'autant plus étonnant que les Français manifestent, par ailleurs, une forte anxiété à l'idée d'abandonner leur domicile pendant les vacances. Ainsi, 61% des habitants du Sud-Est craignent d'être cambriolés cet été, un chiffre qui grimpe à 65% au niveau national et à 71% chez ceux qui partent à l'étranger, dans un pays européen.

Cette peur, bien ancrée, est favorisée par trois grands facteurs : avoir souvent entendu parler d'une recrudescence estivale des actes de cambriolage (76%), ne pas disposer d'un système de sécurité suffisant contre les effractions (24%) ou encore résider dans une zone à risques (19%). L'inquiétude s'avère également corrélée au fait d'avoir déjà été cambriolé dans le passé (16%).



Ils ont souvent entendu parler de la recrudescence des cambriolages

Ils n'ont pas l'équipement de sécurité adéquat

Ils habitent dans une zone à risque

Pourquoi les habitants du Sud-Est sont-ils anxieux lorsque l'on parle de cambriolage ?

Partir en vacances en étant bien assuré !

Enfin, quand on demande aux habitants du Sud-Est quelle solution leur semble la plus efficace pour quitter son logement en toute sérénité, les réponses sont partagées. La moins coûteuse, à savoir demander à des proches de passer régulièrement et de surveiller l'habitation, a la faveur de 30% des sondés. L'installation d'une alarme et le recours à un système de vidéo-surveillance sont de leur côté plébiscités par respectivement 25% et 21% des personnes interrogées.

Ecrit par le 14 février 2026

On notera aussi que 17% des habitants du Sud-Est envisagent de renforcer le niveau de garantie de leur contrat d'assurance habitation à l'approche de leurs vacances pour sécuriser leur logement. Un chiffre à mettre en parallèle avec un autre : 25% des propriétaires estiment ne pas être suffisamment couverts contre les cambriolages. « 56% des habitants du Sud-Est ne font pas régulièrement le point sur leur niveau de garantie cambriolages. Pourtant, bien choisir son niveau de garantie est indispensable ! Une assurance habitation insuffisante peut avoir des conséquences désastreuses, non seulement en cas de cambriolage, mais aussi d'incendie ou de dégradations », conclut Christophe Dandois.

[Lire également - « Test : la gendarmerie vous propose d'évaluer le risque cambriolage de votre domicile »](#)

Méthodologie : cette étude a été menée auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 à 66 ans et plus (4 catégories : 18-34 ans, 35-49 ans, 50-65 ans, 66 ans et plus). Les données ont été recueillies au moyen d'un questionnaire anonyme (10 questions) en ligne du 28 au 30 juin 2023.

Assurance auto : Avignon parmi les villes les plus chères de France

Écrit par le 14 février 2026

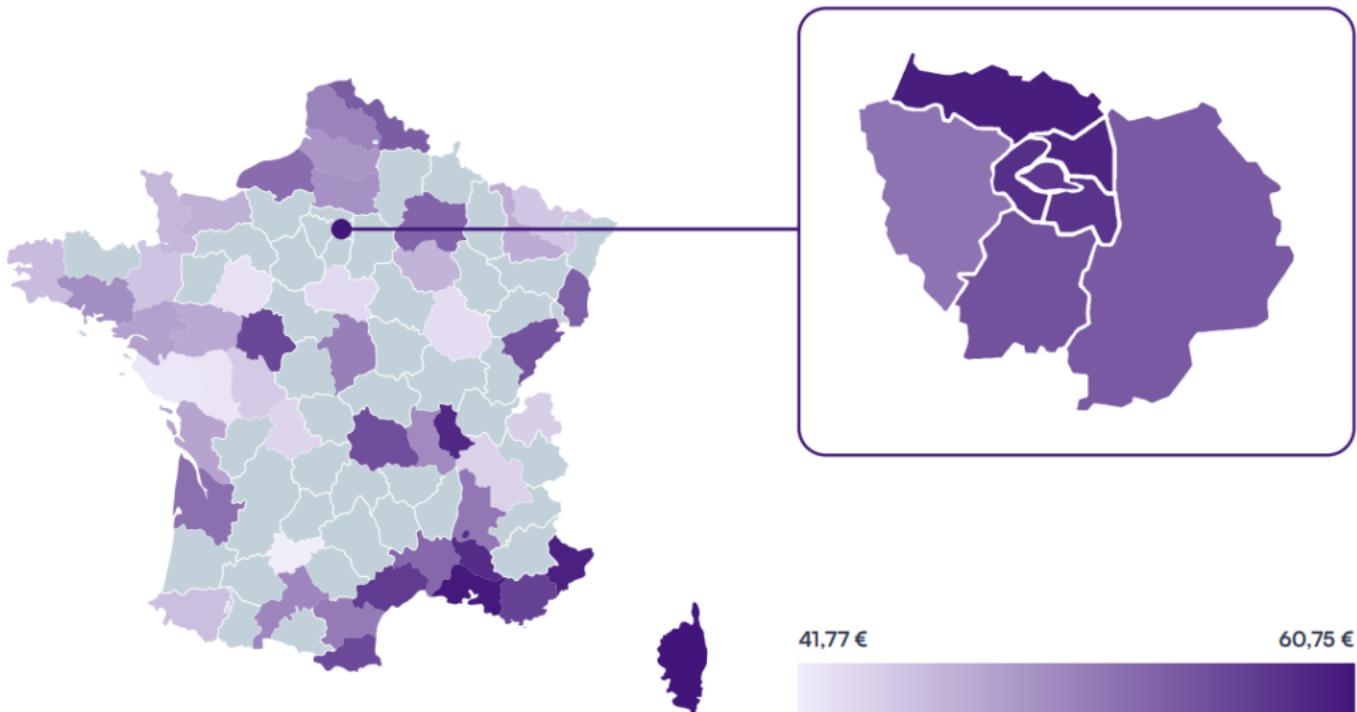


La récente étude réalisée par la néo-assurance Leocare révèle le classement des villes les moins chères de France en matière d'assurance automobile. Avignon se classe 82^e parmi les villes les moins chères.

Le prix de l'assurance auto varie en fonction de plusieurs critères tels que le type de véhicule, l'expérience de conduite, l'âge, le niveau de protection ainsi que la compagnie d'assurances choisit. Cependant, même avec des profils similaires, d'importantes différences subsistent en fonction du lieu de résidence. En comparant 100 villes de France, l'étude réalisée par Leocare a observé des variations de tarifs moyens mensuels pouvant atteindre 45% d'une ville à l'autre.

Parmi le classement des villes les moins chères, Avignon arrive en 82^e place avec un prix moyen mensuel de l'assurance de 47,20€. Un classement bas, comme plusieurs villes du sud. En effet, il ressort du classement que les villes où la cotisation d'assurance est la plus chère sont situées en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en banlieue parisienne. En PACA, Nice, Antibes et Marseille se classent respectivement en 97^e (49,02€), 98^e (49,58€) et 99^e (56,48€) positions.

Ecrit par le 14 février 2026



Prix moyen mensuel de l'assurance automobile dans chaque département © Leocare

Toujours selon ce classement, Montauban se distingue comme la ville où l'assurance automobile est la moins coûteuse (41,77€), suivie de près par La Roche-sur-Yon (41,79€), Niort (42,50€) et Le Mans (42,59€).

Ces écarts de prix s'expliquent principalement par les accidents, vol, catastrophe naturelle, le coût de la main-d'œuvre, qui, selon leur fréquence, augmentent le montant moyen de l'assurance. Partant de ce constat, les grandes agglomérations sont les moins avantageuses. Mécaniquement, les villes densément peuplées, avec une concentration élevée de véhicules, présentent logiquement plus de risques de sinistres.

[Accéder au classement des 100 villes](#)

Méthodologie : Leocare s'est focalisée sur les prix d'assurance auto pratiqués dans les 100 villes métropolitaines les plus peuplées de France. Les tarifs indiqués correspondent au profil d'un conducteur avec au moins 24 mois d'assurance au cours des 36 derniers mois, sans sinistre ni suspension ou annulation de permis, ni de condamnation pour alcoolémie, stupéfiants, délit de fuite ou refus d'obtempérer. Il possède une Peugeot 208 (1.2 PureTech 110 Allure Eat 6 CV, immatriculée en 01/2018) pour un usage strictement privé. La formule choisie est « Tous risques » avec franchises (50 euros pour le Bris de glace et 330 euros pour les dommages tous accident, vol et incendie) et un plafond de 1 million d'euros pour la protection du conducteur.